

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima Caracas et l'antenne du SER à Quito
Semaine du 19 octobre 2023

Zoom sur : Les Etats-Unis annoncent un allègement temporaire des sanctions contre le Venezuela.

Mercredi 18 octobre, le gouvernement de Joe Biden a annoncé la levée temporaire de certaines sanctions prises contre le Venezuela - concernant le commerce du pétrole, du gaz et de l'or. Cette décision, explique le Trésor américain, fait suite à la signature d'une feuille de route électorale mardi 17 octobre à la Barbade par le gouvernement Maduro et l'opposition. En effet, la veille, le gouvernement Maduro et l'opposition vénézuélienne ont annoncé être parvenus à un accord en vue de la prochaine élection présidentielle ; cette dernière devrait se tenir au deuxième semestre 2024 avec, entre autres garanties, la présence d'observateurs internationaux.

A la suite de cet accord, le gouvernement américain a réautorisé l'achat de gaz et pétrole vénézuélien pour une durée de six mois, qui pourra être prolongée si le Venezuela respecte les engagements pris dans le cadre de l'accord électoral. A défaut d'avancées vers des élections démocratiques et de libérations des ressortissants étatsuniens détenus dans le pays, l'administration Biden a prévenu que cette ouverture pourrait être remise en cause. Pour le secteur aurifère, aucune durée n'est précisée, le département du Trésor justifiant sa décision par une volonté de « juguler les échanges d'or sur le marché noir ».

« Une nouvelle ère s'ouvre pour le Venezuela », s'est pour sa part félicité le Président Maduro mercredi soir à la télévision. « Nous sommes prêts pour une nouvelle ère de respect, d'égalité et de progrès avec les Etats-Unis. »

Selon les estimations d'Ecoanalítica, avec cette levée importante des sanctions, qui permettent la participation d'entreprises étrangères telles qu'Eni et Repsol sur le marché pétrolier vénézuélien, **le Venezuela pourrait enregistrer une croissance économique de 10 % en 2024**

En coulisse, les négociations entre Washington et Caracas duraient depuis des mois. Cet allègement des sanctions sur le pétrole vénézuélien était par ailleurs très attendu des marchés, qui avaient anticipé ces derniers jours cette évolution favorable, entraînant une baisse du prix du baril malgré les tensions entre Israël et le Hamas et les risques d'escalade au Proche-Orient. On notera que la levée des sanctions n'est encore que partielle d'autres sanctions américaines, telles que le gel des avoirs vénézuéliens, restant toutefois en vigueur. De même, les sanctions individuelles – contre Nicolas Maduro lui-même et des dizaines de ses hauts fonctionnaires – demeurent appliquées.

Bolivie

La Bolivie et l'Union européenne ont défini un programme de travail pour l'industrialisation du lithium.

La Bolivie et l'Union Européenne (UE) ont défini un programme de travail pour accompagner l'industrialisation de la production de lithium par l'entreprise publique Yacimientos de Lito Bolivianos (YLB). L'UE a fait part à la Bolivie de leur intérêt en matière d'investissement dans la chaîne de production du lithium. La présidente de YLB, Karla Calderón, a déclaré que la Bolivie était ouverte à la possibilité d'investissements provenant de pays étrangers. **Avec des réserves en lithium évaluées à 23 millions de tonnes, la Bolivie devient le principal détenteur mondial de cette ressource stratégique.**

Dans les mois à venir, YLB devrait commencer la production de carbonate de lithium à échelle industrielle, dans une usine située à Potosí, et espère atteindre une production de 15 000 tonnes par an. En plus de cette usine, la Bolivie devrait disposer de quatre usines de production de carbonate de lithium fonctionnant avec la technologie EDL (Extraction Directe de Lithium), chacune d'une capacité de production allant jusqu'à 25 000 tonnes par an, et situées dans le Salar d'Uyuni et dans les salares de Coipasa (Oruro) et Pastos Grandes (Potosí).

Les investissements directs étrangers ont chuté de 12 M USD en 2022.

Selon le rapport sur les indicateurs économiques de la Bolivie présenté mardi par le ministère de l'Économie et des Finances Publiques, les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 12 M USD en 2022. **Ainsi, selon le dernier rapport de la CEPAL, la Bolivie est le seul pays de la région à ne pas avoir connu d'augmentation d'IDE en 2022, avec une diminution du flux d'IDE de 105%**, et ce alors que l'évolution régionale des IDE a enregistré une croissance sans précédent de 55%. La CEPAL soutient que ce reflux est lié aux moindres investissements dans les hydrocarbures (307 M USD), et dans une moindre mesure dans l'industrie manufacturière (12 M USD).

Colombie

Le gouvernement envisage l'adhésion du pays à la stratégie chinoise des « Nouvelles routes de la Soie ».

Le gouvernement examine actuellement un projet visant à rejoindre l'initiative mondiale chinoise des « **Nouvelles routes de la Soie** ». Il s'agit là d'un des principaux points qui devraient être discutés lors du voyage du Président Petro en Chine à la fin octobre. La Colombie est l'un des rares pays de la région (avec le Brésil, le Paraguay et le Mexique) qui n'ont pas encore rallié le projet chinois visant à soutenir le développement d'infrastructures clés. Le Président Petro a lui-même déclaré que cet accord stimulerait des projets portuaires et de mobilité ferroviaire et urbaine, tels que le métro de Bogotá. Juan Camilo Pardo, analyste économique chez Corfi Colombiana, a accueilli favorablement la future participation au projet, soulignant que :

"Toute initiative qui contribue au développement du pays favorise l'économie, non seulement à court terme, mais aussi à moyen et long terme. L'investissement dans l'infrastructure présente le deuxième multiplicateur le plus élevé de toute l'économie."

Certains s'inquiètent de l'impact de la future participation de la Colombie au projet sur les relations avec les États-Unis. D'autres comme Mauricio Jaramillo Jassir, enseignant à l'Université du Rosario, sont en revanche convaincus qu'il s'agit d'un "faux dilemme" et que ce ralliement :

"ne devrait pas perturber la relation historique avec le principal partenaire du pays, qui est nécessaire dans de nombreux projets".

Les incidences économiques de la rupture des relations internationales avec Israël.

La Colombie et Israël entretiennent des relations commerciales solides qui ont été renforcées par un accord de libre-échange depuis 2020. **Ainsi, l'année dernière, la Colombie a enregistré un excédent**

commercial, avec des exportations de 1 075 M USD, tandis que les importations s'élevaient à 166,9 M USD. Entre janvier et juillet 2023, la relation commerciale bilatérale a atteint 375 M USD, avec des importations de 49,5 M USD. Le charbon, le café, les fleurs et les pierres précieuses sont les produits les plus exportés vers Israël. D'autre part, le secteur de la défense colombien a bénéficié pendant de nombreuses années des exportations. Oscar Palma, professeur à la faculté des études internationales, politiques et urbaines de l'Université del Rosario, s'inquiète des répercussions possibles d'une interruption des échanges avec Israël :

"Nous y avons une série d'équipements de renseignement, ainsi que du matériel de guerre, comme des munitions pour fusils Galil, et même des avions de guerre Kfir, (...) en cas de besoin de pièces de rechange, cela poserait un problème majeur".

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,78 %	-8,88 %	1 126 pts
Change USD/COP	-0,25 %	-11,99 %	4 259
Change EUR/COP	+0,40 %	-3,24 %	4 506
Prix du baril colombien (USD)	+3,65 %	+3,81 %	95,57

Une forte hausse des sorties de capitaux étrangers en septembre 2023 et une augmentation des IED en 2022.

Le mois de septembre a été marqué par des sorties de capitaux étrangers, les sorties d'investissement étranger de portefeuille atteignant 1 337 M USD. Selon Andrés Langebaek, directeur des Études Économiques au sein du Groupe Bolívar, cette situation s'explique par :

"les solides perspectives de croissance aux États-Unis et la recommandation d'acheter des titres en Inde."

Dans son rapport annuel, la Banque de la République (Banrep) a cependant présenté des résultats positifs pour l'Investissement Étranger Direct (IED), qui a augmenté de 81,7 % en 2022 par rapport à 2021. **En termes sectoriels, les services financiers et le secteur pétrolier ont figuré parmi les plus importants contributeurs, représentant respectivement 5 530 M USD et 2 777 M USD.** Pour rappel, la Banque de la République définit l'IED comme les apports en capital réalisés par un investisseur non résident en Colombie dans une entreprise résidente, où l'investisseur exerce une influence significative sur les décisions de l'entreprise.

Le taux de croissance est passé de 9,2 % g.a. en août 2022 à 0,2 % g.a. en août 2023 et la Banque de la République de Colombie a présenté ses nouvelles projections d'inflation pour le pays.

Selon le DANE, le taux de croissance est passé de 9,2 % g.a. en août 2022 à 0,2 % g.a. en août 2023. Ainsi, par rapport à juillet 2023, le DANE a enregistré une baisse de 0,74 pdp. La variation annuelle de l'indicateur d'août s'est classée comme la troisième plus basse de l'année. **En outre, en août 2023, la production de l'industrie manufacturière a chuté de 8,6 % et a enregistré son sixième mois consécutif de recul.** Sur un total de 39 activités, 34 ont enregistré des contractions, tandis que cinq ont connu une légère amélioration. Parmi celles-ci, on retrouve la fabrication de boissons (3 %), la fabrication d'articles de voyage (6,6 %), la cokéfaction et le raffinage du pétrole (0,8 %), la fabrication de produits pharmaceutiques (0,6 %) et la fabrication de machines (9,1 %). Bien que le pays ait enregistré une croissance économique proche de 0 % en août, le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a affirmé que cela illustre clairement que :

"le ralentissement le plus marqué était au deuxième trimestre et que l'économie commence à se redresser au troisième trimestre."

S'agissant des préoccupations exprimées par les commerçants face au ralentissement économique, le Ministre Bonilla a expliqué que :

"ce qui se passe, c'est que l'économie a fini par ralentir, ce qui était l'objectif de la Banque de la République, et ce ralentissement s'est certainement ressenti au deuxième trimestre de l'année 2023. On s'attend à ce que l'économie reprenne le chemin de la croissance au troisième trimestre et au quatrième trimestre."

D'autre part, le mardi 17 octobre, la Banque de la République de Colombie (BanRep) a présenté ses nouvelles projections d'inflation pour le pays. Selon BanRep, pour le mois d'octobre, 48,6 % des experts interrogés prévoient que l'inflation se situera entre 9,5 % et 10 % en fin d'année. De même, 5,4 % prévoient une clôture d'année entre 10 % et 10,5 %, tandis que 45,9 % indiquent que leurs prévisions se situent entre 9 % et 9,5 %. Pour mémoire, les prévisions d'organismes internationaux tels que le FMI estiment qu'en 2023, l'inflation en Colombie devrait atteindre 11,4 %, puis ralentir en 2024 pour atteindre 5,2%. BanRep rappelle que les principaux risques en termes d'inflation pour le pays sont liés à une éventuelle intensification du phénomène climatique El Niño (avec notamment des impacts de la hausse des prix de l'essence sur le coût de la vie) et aux effets répercussions possibles du conflit en Israël sur les cours internationaux du pétrole.

Par ailleurs, les discussions autour du salaire minimum pour 2024 ont débuté. Les données de l'IPC serviront de point de départ pour les discussions entre les associations, les syndicats et le gouvernement. La principale interrogation est de savoir si l'augmentation sera à un chiffre ou deux chiffres. Camilo Pérez, chef des recherches économiques à la Banque de Bogotá, a souligné que cette augmentation à venir compliquera la situation de l'inflation en 2024 :

"Comme cela s'est produit cette année, à mesure que le salaire minimum augmente, il engendre de l'indexation(...)"

Equateur

Daniel Noboa a été élu Président de la République avec 52,01% des suffrages.

Daniel Noboa a remporté le second tour de l'élection présidentielle, et se voit appelé à devenir le plus jeune (35 ans) chef d'Etat de l'histoire du pays. **Il a recueilli 52,01 % des suffrages, soit quatre points d'avance sur sa rivale Luisa Gonzalez.** Si les marchés financiers ont exprimé un certain soulagement, l'indice de risque pays se maintient dans ses niveaux habituels (entre 1500 et 1800 pdb), traduisant leur inquiétude au sujet de la dégradation des fondamentaux macroéconomiques et des sources de financement non identifiées, dans un contexte de stagnation voire de baisse de la production pétrolière.

La Banque Mondiale a approuvé un crédit de 100 M USD dans le secteur du logement.

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 100 M USD destiné à financer un projet de construction de logements sociaux résilients climatiquement, destinés aux familles à faibles revenus. Cette opération devrait par ailleurs contribuer à améliorer l'infrastructure et les services urbains dans certaines zones spécifiques, ainsi qu'à renforcer la capacité du gouvernement à mettre en œuvre et à étendre des politiques visant à améliorer l'accès au logement et au développement urbain. Le projet comprend également un volet de réponse d'urgence qui devrait permettre de réaffecter les fonds en cas de catastrophe naturelle.

Guyana

Développements pétroliers: Le bloc de Corentyne pourrait entrer en production dans les huit prochaines années et le gouvernement a l'intention de finaliser une raffinerie de pétrole de 30 000 b/j.

Le 13 octobre, le ministre des Ressources naturelles, Vickram Bharrat, a déclaré que le bloc de Corentyne pourrait entrer en production dans les huit prochaines années. Le bloc de Corentyne est actuellement exploité par CGX Energy. Frontera détient une participation de 72,7 %. CGX a réalisé deux

découvertes réussies dans le bloc : Kawa-1 et Wei-1. Ainsi, le Guyana espère développer sa production pétrolière en dehors du bloc de Stabroek.

Par ailleurs, le président Dr. Mohamed Irfaan Ali a annoncé l'intention du gouvernement de finaliser la raffinerie de pétrole de 30 000 b/j dans la région six (East Berbice-Corentyne) d'ici la fin de l'année. Le président Ali a souligné que la raffinerie proposée remodelera la perspective économique de la région, créant de nombreuses opportunités pour ses habitants.

La décision finale d'investissement pour le sixième projet d'Exxon au Guyana est attendue en 2024.

Sous réserve des approbations des autorités au Guyana, la décision finale d'investissement (DFI) pour le vaste développement Whiptail d'ExxonMobil - le sixième dans le bloc Stabroek - est prévue pour le premier trimestre de 2024. L'entreprise a soumis le plan de développement du champ Whiptail au gouvernement pour examen le vendredi dernier (13 octobre). Whiptail exploitera trois réservoirs massifs - Whiptail, Pinktail et Tilapia. Exxon prévoit de cibler jusqu'à 72 puits pour développer les champs. Le premier pétrole est prévu entre le quatrième trimestre de 2027 et le deuxième trimestre de 2028. Le projet sera en production pendant au moins 20 ans. Whiptail portera la production totale du Guyana à plus de 1,3 million de b/j.

La Banque interaméricaine de développement (IDB) a approuvé un prêt de 90 M USD.

La Banque interaméricaine de développement (IDB) a approuvé un prêt de 90 M USD pour contribuer au développement du capital humain au Guyana. Ce projet vise à soutenir l'éducation au Guyana en améliorant la qualité des services de celle-ci et en traitant les différences régionales dans la prestation de l'éducation dans le pays.

Suriname

Le Suriname a fixé un prix de 30 USD par crédit carbone dans le but de lever 144 M USD.

Dans sa course pour devenir le premier pays à vendre des crédits carbonés, le Suriname a fixé un prix de 30 USD par crédit dans le but de lever 144 M USD, a déclaré Marciano Dacai, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. **La vente fournirait des ressources pour lutter contre la déforestation dans un pays couvert à 93% de forêts.**

Pour mémoire, l'accord de Paris de 2015 prévoit un commerce international de réductions des émissions de gaz à effet de serre, permettant aux entreprises ou aux pays d'acheter des réductions sous forme de crédits pour compenser leurs propres émissions.

Le produit de la vente servira à employer des travailleurs locaux pour patrouiller dans la forêt tropicale, offrant ainsi une alternative aux pratiques illégales d'exploitation forestière et d'extraction d'or. Le pays prévoit également la construction d'infrastructures résistant aux inondations sur la côte et un soutien pour adapter les productions agricoles aux précipitations extrêmes.

Pérou

Le déficit budgétaire annuel a atteint 2,8 % du PIB en septembre.

Selon la Banque Centrale du Pérou (BCRP), le déficit budgétaire cumulé du Pérou a atteint 629,4 M USD en septembre, soit 2,8% du PIB. **Cela représente 0,2 points de plus qu'en août et 1,1 points de plus qu'en décembre 2022. Ce chiffre dépasse celui de septembre 2022, où le déficit était de 82 M USD.** Selon la BCRP, les recettes courantes des administrations publiques ont diminué de 13,3% par rapport à septembre 2022, principalement en raison de la baisse des recettes fiscales de 14,3%. A cela s'ajoute une diminution de la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en raison de la réduction des importations et de l'impôt sur le revenu dans un contexte de ralentissement de l'activité économique dans le pays.

La production nationale a diminué de 0,63 % en août 2023.

Selon l'Institut national de la statistique (INEI), la production nationale a baissé de 0,63 % en août. Ainsi, le PIB a été négatif pendant six des huit mois de l'année. **En août, la production a baissé dans les secteurs de l'agriculture (-4,05%), de l'industrie manufacturière (-4,11%), de la construction (-9,57%), des transports (-0,28%), de l'hébergement et de la restauration (-0,67%) et de la finance (-9,68%).** Celle-ci a été partiellement compensée par une reprise de la croissance dans les secteurs des mines et des hydrocarbures (+5,17 %), du commerce (+2,83 %) et de la pêche (+49,14 %). Dans ce contexte, la Banque Centrale (BCRP), a revu ses projections de croissance du PIB à la baisse, de 2,2 % à 0,9 %. Le département d'études économiques de la Banque de Crédit du Pérou (BCP) a aussi abaissé ses prévisions et a annoncé que la croissance du PIB en 2023 pourrait être nulle ou légèrement négative.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
Colombie	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
Equateur	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
Guyana	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
Pérou	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
Suriname	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
Venezuela	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
Brésil	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
Chili	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
Mexique	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Inès MONNIOT, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr